

Évaluation Intermédiaire Externe

"Projet de Renforcement de la Résilience et l'Amélioration de l'Etat Nutritionnel des Enfants et de leurs Familles au Yatenga"

Burkina Faso - Janvier 2019

ACRONYMES

ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant
ASBC	Agent de Santé à Base Communautaire
ATPC	Assainissement Total Piloté par les Communautés
CGPE	Comités de Gestions des Points d'Eau
CSPS	Centre de Santé et de Promotion Sociale
IMF	Institution de Micro-Finance
MAM/MAS	Malnutrition Aiguë Modérée/ Malnutrition Aiguë Sévère
ODD	Objectifs du Développement Durable
PCD	Plan Communal de Développement
PRP-AGIR	Priorités Résilience Pays – Alliance Globale pour la Résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Résumé exécutif extrait du document "*Rapport d'évaluation Externe Intermédiaire du Projet de Renforcement de la Résilience et l'Amélioration de l'État Nutritionnel des Enfants et de leurs Familles au Yatenga*" élaboré au Burkina Faso par le Cabinet 2 ID Ingénierie Internationale en Décentralisation et Développement local, en Janvier 2019.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le projet RESILIENCE intitulé « Renforcement de la résilience et de l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants et de leurs familles dans la province du Yatenga », communes de Barga, Koumbri et Oula, a appuyé les ménages ruraux et les organisations de producteurs à améliorer leur situation alimentaire, économique et l'état nutritionnel de leurs enfants. Il est financé par les fonds parrainage de la Fundación Educación y Cooperación (Educo). D'une durée de **4 ans**, le projet a **démarré le 1er janvier 2016** avec un budget de **565 064 518,67 FCFA (860 183,14 euros)**

ANALYSE DES CRITÈRES D'ÉVALUATION

Après trois (3) ans de mise en œuvre, les principaux constats et résultats faits par la présente évaluation conduite par le cabinet 2ID Sarl sont les suivants :

- **Pertinence** : L'intervention du projet à travers l'amélioration de la desserte en eau potable, la réduction du péril fécal par la réalisation des latrines, la réhabilitation et la réalisation des infrastructures sanitaires, l'appui des producteurs (DRS, aménagement de bas fond rizicole, maraichage, niébé, patate douce à chair jaune), la fourniture d'équipement aux CSPS, le renforcement des capacités organisationnelles et de production de la bouillie enrichie à partir des produits locaux et la fourniture de farine enrichie aux enfants de moins de 5 ans a été une réponse indiquée aux problématiques que connaissaient les populations de la zone d'intervention. Bien qu'avérées, les actions n'ont pas pu combler totalement les besoins. Par ailleurs le projet répond aux priorités et politiques d'Educo, des bailleurs.
- **Cohérence** : Le projet *Renforcement de la résilience et l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants et de leurs familles au Yatenga (2016-2019)* est cohérent avec les orientations de la Politique Nationale du Développement Economique et Social (2016-2020). Il est également cohérent avec les Priorités Résilience Pays (PRP-AGIR) du Burkina Faso qui sont conçues pour renforcer la résilience des populations vulnérables à travers (i) la dynamisation des politiques et stratégies pro-résilience existantes, (ii) l'identification et la mise en œuvre de nouvelles politiques et stratégies pro-résilience. Enfin le projet est cohérent avec les politiques sectorielles (plan national de passage à l'échelle de la pratique optimale d'ANJE), les Objectifs du Développement Durable (ODD) et les politiques locales (Plan Communaux de Développement (PCD).
- **Conception des projets** : L'action est conçue à travers les projets annuels et des cadres logiques différents d'une année à l'autre. Ce qui rend difficile la traçabilité de certaines actions de 2016 à 2018. À cela, il faut ajouter l'inexistence d'une étude de référence devant marquer le départ afin de faciliter la mesure de l'apport du projet aux changements.
- **Qualité technique des réalisations** : En général, les principales réalisations physiques (forages, latrines, cases de conservation de l'oignon, etc.) respectent les normes requises. Les méthodes d'exécution du projet sont participatives avec l'implication des acteurs concernés.
- **Efficacité : Niveau de réalisation des objectifs** :

Objectif Spécifique 1 : Améliorer la sécurité alimentaire et l'environnement socioéconomique de 1200 ménages vulnérables.

De l'analyse des indicateurs d'objectif, il ressort que 85% des producteurs accompagnés maîtrisent et appliquent les nouvelles techniques de production. La cible visée (75%) par cet indicateur a été atteint en 2018. Pour ce qui concerne les ménages vulnérables ayant bénéficié de l'accompagnement du projet,

62,57% assurent les besoins sociaux de base des enfants (éducation, santé...), soit **18,57 %** de nouveaux ménages qui assument grâce en partie à l'intervention du projet. **Concernant la production agricole et en particulier l'amélioration des rendements des producteurs**, ceux-ci ont permis d'augmenter la couverture des besoins **alimentaires de 7 à 8 mois** pour les producteurs cibles de la zone d'intervention du projet. Conséquence de cette évolution, **la proportion des enfants de 6 à 24 mois** du groupe cible **qui prennent au moins 3 repas par jour et au moins 4 groupes d'aliments par jour (alimentation minimale acceptable)** passent de **39% (Baseline)¹ à 63,6% (Evaluation)**.

Objectif spécifique 2 : Améliorer l'état nutritionnel et sanitaire des enfants et de leurs familles

Le taux de la prévalence de la malnutrition aigüe globale des enfants de moins de 5 ans est de 3,23%. Cette performance n'est pas uniquement attribuée au « projet résilience ». En effet les interventions conjuguées de l'Etat à travers ses services techniques locaux et d'autres partenaires (associations, ONGs) ont contribué à l'atteinte de ces résultats.

Objectif spécifique 3 : Améliorer l'état de santé des enfants et de leurs familles dans les 9 aires sanitaires (CSPS) de la zone intervention

Les protocoles d'accord entre Educo et les services techniques de l'Etat ont été exécutés à 93 %, malgré les difficultés rencontrées et surmontées grâce au dialogue et à la concertation. La réduction du **taux de la morbidité liée à la diarrhée** (passe de **3,53% à 2%**) et **de la prévalence de la malnutrition aigüe globale des enfants de moins de 5 ans** a permis d'améliorer l'état nutritionnel et sanitaire des enfants et de leur famille. Seuls cent quatre-vingt-sept (187) patients ont été référés dans un autre centre de traitement.

- **Efficience** : L'analyse du ratio coût/efficacité permet de voir que certaines activités sont financées à des coûts largement au-dessus des prévisions et d'autre fortement en dessous des coûts. Sur l'ensemble des 3 années de mise en œuvre, le projet a été efficace dans la mise en œuvre car le rapport coût/efficacité est égal à 1. Il se décompose pour chaque année de 0,7 (2016), de 1,2 (2017) et de 1,1 (2018). La moyenne des activités dont les dépenses dépassent les coûts prévus est de 43,8%. En 2018, 61% des activités ont été financées à un montant supérieur aux prévisions. Si le mode de financement expliqué plus haut est une des raisons, il n'en demeure pas moins que la recherche et l'utilisation des coûts réalistes (budgétisation) n'a pas été faite avec efficacité à la conception des projets. En la matière, il serait important de disposer de la mercuriale des prix disponibles au niveau des services régionaux des finances.
- **Changements / Effets actuels** :

✓ Amélioration de la résilience :

Type de capacités	Niveau de résilience des populations cibles
Capacité d'absorption	- Acquisition de nouvelles techniques et savoirs faire ayant permis d'améliorer la production, les rendements et de diversifier la production.

¹ Certaines données de références ont été constituées lors de la collecte de données de l'évaluation en utilisant la méthode de questionnaire sur la situation d'avant-projet.

	- Réduction des cas de malnutrition. - Accroissement des revenus.
Capacité d'adaptation	- Augmentation des stocks alimentaires. - Amélioration de la couverture des besoins alimentaires de 7 à 8 mois par les ménages cibles du projet.
Capacité de transformation	- Meilleure assurance des besoins sociaux des enfants (santé, éducation) - Amélioration de la santé de la population. - Amélioration de la santé des enfants.

- ✓ **Amélioration de la sécurité alimentaire**, la maîtrise et de l'application des nouvelles techniques de production. Les **besoins sociaux de base des enfants** (éducation, santé...) sont dorénavant **assurés par 62,57% des ménages**.
- ✓ **Augmentation de la couverture des besoins alimentaire qui passe de 7 à 8 mois** pour les producteurs cibles. Amélioration de la **proportion des enfants de 6 à 24 mois** du groupe cible **qui prennent au moins 3 repas par jour et au moins 4 groupes d'aliments par jour (63,6%)**.
- ✓ **Amélioration de l'état nutritionnel et sanitaire des enfants et de leurs familles**.
- ✓ **Amélioration de l'état sanitaire des enfants** et de leur famille par la **réduction** du taux de la **morbidity liée à la diarrhée** (de **3,53% à 2%**).

- Durabilité :

Tableau synthèse de la durabilité des acquis du projet :

Actions ou activités	Niveau de pérennité	Facteurs limitants
Ouvrages hydrauliques	Bon niveau de pérennité	Non fonctionnalité de certaines CGPE (Saya) Faible mobilisation des ressources financières. Absence d'artisanat réparateur.
Ouvrages d'assainissement	Bon niveau de pérennité	La non-utilisation de l'ATPC comme méthode d'approche.
DRS	Bon niveau de pérennité	Changement climatique (trop de pluie n'est pas favorable à la réalisation de demi-lunes)
Aménagement de bas-fond rizicole		L'inexistence de titre foncier pour les bas-fonds.
Maraîchage	Niveau de pérennité élevé	Tarissement des puits.
Case de conservation individuelle de l'oignon	Niveau de pérennité élevé	Manque de ressources.
Crédits et épargne	Niveau de pérennité faible	Non remboursement des crédits par certaines personnes.

Actions ou activités	Niveau de pérennité	Facteurs limitants
Case nutritionnelle	Très bon niveau de pérennité	Faible motivation des ASBC.
Production du niébé	Très bon niveau de pérennité	Faible maîtrise de la technique de conservation.
Production de la patate douce à chair jaune	Faible niveau de pérennité	Sols non adaptés à la culture dans certaine zone.
Jardin scolaire	Niveau de pérennité partiel	Problème d'eau lié au tarissement des puits.
Les dispositions prises pour assurer la continuité des actions et préserver les acquis après le projet : implication des autorités et des services techniques, structuration du milieu par la mise en place des comités en charge du fonctionnement pérenne des réalisations.		

- **Prise en compte du genre** : Dans façon générale, des efforts remarquables sont faits par le projet dans la prise en compte du genre. Néanmoins, le respect du quota des 30% de femmes (directive nationale) dans toutes les activités qui requièrent la présence d'hommes et de femmes restent à atteindre, par exemple au niveau des points focaux.
- **Participation des enfants et approche droits de l'Enfant** : Promotion de la participation des enfants aux instances décisionnelles (exemple 4 postes occupés par les enfants dans le CGPE dans le village de Zom (commune de Koumbri)) promotion des droits de l'Enfant par la prise en compte des besoins spécifiques de l'enfant par la sensibilisation et la capacitation des parents.

RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES AU PROJET

À l'endroit de l'équipe projet/Educo :

1. Pour ce qui concerne la gestion des crédits épargne, il est important de mener une réflexion avec les acteurs directs autour de l'utilisation / valorisation des fonds (875.000 FCFA) qui dorment en caisse. Par exemple utiliser ces fonds comme une garantie au niveau de l'IMF pour les prêts en mettant les intéressés directement en relation avec l'institution, ceci avant la clôture du projet ;
2. Construire (Dingri) et réhabiliter (Kerga) les locaux pour des cases nutritionnelles afin de faciliter durablement les activités des femmes dans le domaine de la nutrition ;
3. Revoir la motivation des ASBC (passer de 15 000 à 25 000 F CFA) afin de leur permettre de consacrer plus de temps dans le fonctionnement des cases nutritionnelles et le suivi rapproché des enfants en situation de MAM et MAS dans le but de réduire les cas d'abandon et d'échec de traitement avant la fin du projet ;
4. Booster les résultats du traitement des MAM et MAS en impliquant les ASBC dans le suivi en particulier des cas d'échec au traitement ;
5. Sensibiliser davantage les parents sur l'importance de la prise en charge des enfants en situation de malnutrition et le respect du protocole de traitement ;
6. Au regard des pertes après récolte (au-delà de 7%), renforcer la capacité des producteurs de niébé en technique de réduction des pertes après récolte (la conservation, le conditionnement hermétique) ;
7. Renforcer l'approvisionnement en eau des sites maraîchers et les jardins scolaires avec des réalisations de pompes manuelles ou de pompes solaires selon la profondeur ;
8. Clôturer les champs collectifs des cases nutritionnelles afin de les préserver des animaux en divagation qui détruisent les productions ;

9. Doter les cases nutritionnelles de **foyers améliorés** ou du **gaz butane** (disponible au niveau local) pour leur démonstration afin de contribuer à préserver l'environnement et la santé des mères d'enfants, un des principes d'Educo ;
10. Appuyer la communauté à réhabiliter le jardin de Moringa de la case nutritionnelle de Kerga en plantant de nouveaux pieds de Moringa ;
11. Prévoir en 2019 une extension de la salle de couche de la maternité et des latrines pour le personnel soignant (CSPS de Sabouna).

À l'endroit de l'équipe projet/Educo et services techniques :

1. Prévoir une passation de service par le transfert officiel des réalisations aux différents services compétents pour l'intégration à leur planification et suivi ;
2. Impliquer davantage les services techniques dans le dépouillement des appels d'offre de réalisation/réhabilitation afin de profiter de leur savoir-faire ;
3. Faire un plaidoyer pour la réalisation de la clôture du CSPS de Sabouna.

À l'endroit des autorités communales :

1. Appuyer les producteurs pour l'obtention de titre foncier pour les aménagements rizicoles dans le but de sécuriser les sites et favoriser les investissements durables ;
2. Intégrer les réalisations faites par l'ONG Educo (forages, latrines, écoles, etc.) au patrimoine de la commune/Mairie ;
3. Intégrer la sécurisation (clôture) de tous les CSPS dans les Plans Communaux de Développement (PCD).

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

À l'endroit de l'équipe projet/Educo :

1. Procéder dorénavant à la conception de projet couvrant des périodes de deux ou trois ans renouvelables pour répondre aux critères des projets de développement avec une bonne possibilité de changement au niveau des acteurs ;
2. Adopter les procédures internationalement reconnues **en matière de conception (format Union Européennes) et de gestion de projet en spécifiant les ressources** (matérielles, financières et humaines) affectées, à temps plein ou partielle, à chaque projet. Ceci permettrait de réaliser des évaluations qui tiennent compte des procédures de CAD/l'OCDE.
3. Systématiser la conduite des études de référence pour chaque projet, afin de s'assurer de la qualité des indicateurs proposés et du réalisme des cibles visées et des coûts proposés ;
4. Passer de la réalisation individuelle des latrines à l'Approche d'Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC), comme stratégie de mobilisation et de réalisation des latrines dans les villages. Elle a l'avantage d'impacter plus grandement et durablement les cibles en conférant un engagement et une responsabilité collective de la communauté.